## République Française élections législatives - 5 juin 1988 - 4e circonscription

## serge fleurence

employé s.n.c.f. dirigeant syndical suppléant : p. bernard mineur



candidat de rassemblement des forces de gauche

## présenté par le Parti Communiste Français

Madame, Monsieur,

Dimanche 5 Juin, vous êtes appelé à élire votre député.

Utilisez ce jour pour dire haut et fort à la droite et aux forces de l'argent : «Nous ne voulons pas nous laisser faire !»

Utilisez ce jour pour dire votre volonté d'une autre politique afin que la vie soit meilleure pour vous, pour vos enfants, pour notre pays.

Je suis, dans votre circonscription, le candidat de rassemblement des forces de gauche, présenté par le Parti communiste français.

Je partage totalement vos soucis et vos problèmes.

Avec les travailleurs d'Irrifrance, de Dumez, du textile de Ganges, les mineurs et beaucoup d'autres, nous nous connaissons bien. Nous avons mené ensemble de grandes batailles pour la défense de l'emploi, l'augmentation des salaires, les libertés. J'ai contribué, avec mes amis, au rassemblement dans l'action des salariés, des viticulteurs, des artisans et des commerçants contre la politique de la droite.

Je suis candidat pour continuer ce combat et parce que je suis convaincu qu'ici, comme dans tout le pays, les forces existent pour imposer une autre politique.

Il n'est pas acceptable que nos luttes, nos aspirations à la justice et au progrès soient bafouées par la droite et l'extrême-droite. Il n'est pas juste qu'elles soient détournées au profit d'alliances «centristes» génératrices de désillusions, de régressions et de danger.

Je suis candidat car j'ai confiance dans les travailleurs, les jeunes, les chômeurs, dans toutes celles et tous

ceux qui sont victimes de la politique actuelle et qui souhaiteraient une autre vie.

J'ai l'intime conviction qu'ensemble nous pouvons nous rassembler encore plus nombreux pour agir et pour

changer.

Vous le savez, le 8 Mai le Parti communiste français a appelé à voter pour François Mitterrand. Il l'a fait parce qu'il est -et cela depuis toujours- le parti le plus résolu à empêcher la droite et l'extrême-droite

fascisante de s'emparer du pouvoir.

François Mitterrand choisi l'alliance avec une partie de la droite. Il a considéré qu'elle n'était pas encore assez forte, c'est pourquoi il a décidé de dissoudre l'Assemblée Nationale. Le Parti socialiste d'un côté, Barre et Giscard de l'autre, cherchent dans les élections les moyens de réaliser une alliance durablequ'ils jugent «nécessaire». Voyons les choses en face : les centristes Barre, Giscard, Durafour, Stoléru, Jacques Blanc, Diméglio,... sont les représentants du grand patronat et des privilégiés. Est-ce qu'une alliance avec eux peut produire une politique de progrès ? Est-ce qu'il faut compter sur eux pour combattre le Front national avec qui ils partagent le pouvoir régional ?

En fait, cette alliance a pour objectif essentiel : préparer la France à l'«Europe de 1992».

Cette Europe, qui est celle du capital, se traduirait par :

- la poursuite de la casse de nos productions,

- l'arrachage du vignoble,

- la mise en friche d'un million d'hectares de bonnes terres,

l'aggravation du chômage, de la précarité,
le démantèlement de la protection sociale,

- les atteintes aux statuts, conventions collectives, code du travail,

- la remise en cause de la souveraineté de la France.

Cette Europe-là n'est vraiment pas une «chance». Nous préférons l'Europe des peuples, des coopérations, des échanges, de l'amitié et de la paix.

Une autre politique est possible. La France est un pays riche, notre région possède des atouts, les forces de progrès y sont nombreuses.

Je suis candidat pour affirmer ces choix différents.

Tout est fait dans cette élection pour nous empêcher de chercher ensemble les solutions : une campagne électorale éclair, la suppression du scrutin proportionnel, le charcutage des circonscriptions de M. Pasqua, tout cela a pour but d'éliminer le débat et de priver les Français d'un groupe communiste à l'Assemblée Nationale. Or, plus que jamais, vous avez besoin de députés communistes à l'Assemblée Nationale.

Sans le groupe communiste, personne n'aurait proposé à l'Assemblée le respect du droit de grève ou la suppression de la notion de «fin de droits» pour les chômeurs.

Personne n'aurait dénoncé l'emprunt Giscard ou la loi de surarmement.

Personne n'aurait défendu Renault, condamné le projet Devaquet...

Plus que jamais, vous avez besoin d'élus dévoués qui, chaque jour, participent à vos luttes et vous aident à vous rassembler.

En m'accordant vos suffrages le 5 Juin, ce sont vos revendications que vous affirmerez : le SMIC à 6 000 f., un véritable minimum garanti de 3 000 f. financé par un impôt sur la fortune, l'augmentation du revenu agricole, la défense du pouvoir d'achat et du logement social, une formation et un emploi pour tous, le développement productif de notre région avec l'utilisation de tous ses atouts et, en premier lieu, la viticulture, la réduction immédiate de 40 milliards du budget militaire au profit de l'école, la rupture avec le régime nazi de l'apartheid, le refus de la démagogie raciste des milliardaires qui dirigent le Front national.

Oui, vraiment, la voix que vous m'accorderez sera utile. Elle portera de la façon la plus résolue contre la droite et l'extrême-droite. Elle indiquera au Parti socialiste et à François Mitterrand que vous souhaitez une autre politique.

Elle sera utile le 5 Juin ; elle sera utile pour l'avenir.

Vous pouvez être sûr, au lendemain des élections et quels que soient les résultats, de me trouver avec mon suppléant Patrice Bernard à vos côtés pour le combat revendicatif dans les entreprises, les quartiers, les villages. Au quotidien avec vous, jeunes, salariés, chômeurs, viticulteurs, personnes âgées, travailleuses, mères de familles, communistes, socialistes, chrétiens, anti-racistes, pacifistes, pour construire l'union des forces populaires pour une véritable politique de gauche.

Le 5 Juin, ensemble, faisons un premier pas dans ce sens.

serge Fleurence

Vlamence